



Mise à jour: Avril 2017

Bénédictions de Pâques



De la part du personnel d'UNANIMA

Projecteur sur la 61^e Commission de la condition de la femme

Le thème de la Commission de la condition de la femme de cette année (CCF61) était « l'autonomisation économique des femmes dans un monde du travail en pleine évolution ». Le personnel d'UI a été rejoint par 11 déléguées de nos congrégations membres. Pendant les deux semaines de la Commission, UNANIMA a coparrainé deux événements parallèles en tant qu'organisation, soutenu deux événements en tant que membre du Comité des OMG sur les migrations, et soutenu trois autres événements en tant que membre du Groupe de travail d'ONG sur l'industrie minière. Notre directrice exécutive Jean Quinn a estimé que sa participation à la CCF61 lui a offert une perspective mondiale nouvelle sur les obstacles liés au sexe auxquels les femmes sont confrontées pour parvenir à l'indépendance financière et à la sécurité économique.



Voici quelques-uns des points puissants qu'elle a tirés de son expérience à la Commission :

Comme nous le savons, le monde du travail a considérablement changé. Les emplois découlent de moins en moins sur des carrières de longue durée, la technologie s'est imposée de manière à la fois positive et problématique, et de nombreuses personnes créent leurs propres entreprises – mais l'écart entre les hommes et les femmes persiste.

D'après ONU-Femmes, 76,1 % des hommes en âge de travailler font partie de la population active, contre 49,6 % des femmes en âge de travailler. 61,5 % des

femmes sont engagées dans le secteur des services et 25 % dans le secteur de l'agriculture, tandis que seulement 13,5 % travaillent dans le secteur industriel. À l'échelle mondiale, les femmes gagnent 77 cents pour chaque dollar gagné par les hommes pour un travail de valeur égale. Seulement 63 pays respectent les normes minimales en matière de congé de maternité de l'Organisation internationale du travail, qui recommande que les mères bénéficient d'au moins 14 semaines de congés de maternité rémunérés. Seulement 67 pays possèdent des lois contre la discrimination sexuelle en matière de pratiques de recrutement. Dans 18 pays, l'époux peut empêcher sa femme de travailler.

Les femmes et les filles consacrent généralement plus deux fois plus de temps que les hommes et les garçons aux responsabilités ménagères comme gérer leur foyer et prendre soin de leurs frères et sœurs, des membres plus âgés de leur famille et des malades.

Phumzile Mlambo-Ngcuka, directrice exécutive d'ONU-Femmes, décrit ce phénomène ainsi : « Tel est le monde immuable du travail non récompensé, une scène familiale de futurs anéantis partout dans le monde, où les filles et leurs mères dont les trajectoires sont très différentes de celles des hommes de leur foyer subviennent aux besoins leur famille en travaillant gratuitement. »

Il est clair que des changements sont nécessaires dans le monde du travail afin d'éliminer les inégalités injustes dans l'avenir des filles et des garçons d'aujourd'hui. Le rapport de l'ancien Secrétaire général de l'ONU sur ce sujet est accessible ici dans les six langues de l'ONU : <http://undocs.org/E/CN.6/2017/3>.

Une excellente collection d'articles, de photos, de vidéos et d'autres outils émergeant de la CCF61 est disponible ici en anglais, en espagnol et en français : <http://bit.ly/1ekuGRi>.

Assemblée publique avec le SG de l'ONU Antonio Guterres

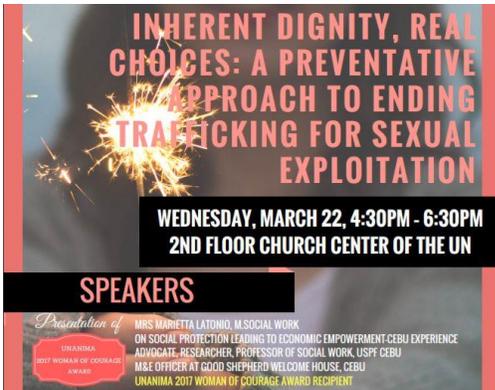


Le nouveau Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a continué à innover lors de la Commission de la condition de la femme de cette année (CCF61). Respectant sa promesse de faire les choses différemment, Guterres a tenu une « Assemblée publique » inédite pendant laquelle des représentants de la société civile ont eu l'opportunité de partager leurs préoccupations les plus urgentes directement avec lui et d'entendre ses réponses sincères. Tout au long de cette assemblée, Guterres a assuré la franchise et la breveté de ses commentaires afin de maximiser le nombre d'intervenants de la société civile. Nombre de ces intervenants ont exprimé leur au Secrétaire général pour avoir nommé des femmes à plusieurs postes de haut rang au sein de la direction de l'ONU. Les femmes qu'il a nommées aux postes de vice-secrétaire général des Nations unies, directrice de cabinet et conseillère spéciale en politique étaient également présente lors de cette assemblée (une présentation de ces trois responsables est incluse dans notre Mise à jour de février). Une vidéo de l'intégralité de la session est disponible en anglais : <http://bit.ly/2oPR6tr>.

Présentation du prix Femme de courage 2017 lors d'un événement de la CCF

Parmi les points forts de la CCF61, citons également un événement coparrainé par UNANIMA, la Congrégation de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur, les Sœurs de la Miséricorde, l'Institut de la Bienheureuse Vierge Marie, l'ONG Committee to Stop

Trafficking in Persons et USCSAHT (U.S. Catholic Sisters Against Human Trafficking) intitulé *Inherent Dignity, Real Choices (Dignité inhérente, choix réels)*.



Avant le débat d'experts sur la relation entre l'autonomisation économique des femmes et la traite des personnes, la directrice exécutive d'UI Jean Quinn a eu l'opportunité d'ouvrir l'événement avec la présentation de notre prix Femme de courage 2017 à la panéliste Marietta Latonio.



Jean a félicité Marietta pour sa poursuite infatigable de justice pour les femmes victimes de la traite des personnes dans les rues de Cebu, aux Philippines, et a salué le sacrifice que cela a requis. Une représentante du gouvernement philippin et amie de Marietta était également présente pour exprimer son admiration et sa gratitude

pour sa contribution à l'effort de lutte contre la traite des personnes à Cebu. En tant que panéliste, Marietta a parlé non seulement de la substance de son travail en tant que responsable de la Good Shepherd Welcome House pour les survivantes de traite des personnes à Cebu, mais aussi de la difficulté de trouver un équilibre entre ses interventions sur la traite des personnes et ses responsabilités en tant que mère et soignante. .



Les autres panélistes incluait Winifred Doherty, RGS (voir l'article ci-dessous) et Mariana Vanin de la Coalition contre la traite des femmes, et le débat a suscité de nombreux applaudissement de la part de l'audience. (Sur la photo, dans le sens des aiguilles d'une montre, en commençant par en haut à gauche : Angela Reed (RSM), Cecilia O'Dwyer (IBVM), Jean Quinn (DW), Marietta Latonio, Winifred Doherty (RGS) et Mariana Vanin)

Une sœur du Bon Pasteur parle avec passion de la traite des personnes lors de la CCF61

Lors de l'événement de la CCF61 pendant lequel UI a présenté notre prix Femme de courage 2017 (voir l'article ci-dessous) Winifred Doherty (RGS) a déploré la manière dont les femmes sont conditionnées dès le plus jeune âge à se sous-estimer et à

considérer leur corps comme des objets et elles-mêmes comme des commodités.



S'appuyant sur des exemples et sur l'expertise du travail de ses sœurs au niveau communautaire, Winifred a précisé ce qui peut être concrètement accompli pour éradiquer la traite des personnes à travers l'autonomisation préventive. Sa présentation est accessible ici : <http://bit.ly/2oaEcn3>

Des étudiantes RJM du Mexique visitent l'ONU et UNANIMA



Au début du mois de mars, un groupe de jeunes femmes d'une école secondaire mexicaine dirigée par les Religieuses de Jésus et Marie, a voyagé jusqu'à New York pour participer à un concours « Model UN » organisé près du siège de l'ONU. Model UN est une activité parascolaire dans laquelle sont engagées des écoles secondaires

du monde entier. Ces écoles forment des clubs similaires à des équipes de débat qui se réunissent pour pratiquer des arguments constructifs et convaincants sur un thème assigné. La différence entre les clubs de débat et les équipes Model UN est que les thèmes assignés dans Model UN se concentrent spécifiquement sur les problèmes qui ont été abordés à un certain moment de l'histoire par le système de l'ONU. Les étudiants sont ainsi placés dans les rôles de diplomates d'un gouvernement spécifiques ou de dirigeants d'agences de l'ONU, puis appelés à résoudre diplomatiquement le problème posé.

La directrice exécutive, Jean Quinn, et l'assistance exécutive d'UNANIMA, Teresa Blumenstein, ont eu le plaisir de rencontrer ces étudiantes RJM pendant leur passage à New York. Le groupe s'est réuni dans le salon d'un hôtel et parlé de ce qu'est UNANIMA, de son rôle au sein de l'ONU et de ce que signifie représenter une ONG à l'ONU plutôt qu'un gouvernement ou une agence. Les jeunes femmes ont posé de nombreuses questions, faisant de cet échange un moment extrêmement agréable pour le personnel d'UI.

Si votre congrégation envoie de jeunes personnes à l'ONU à l'avenir, nous vous encourageons à mettre leurs responsables de voyage en contact avec le personnel d'UI afin d'organiser une possible réunion pendant leur séjour. Notre personnel se fera un plaisir de faire leur connaissance !

Zone de guerre, États-Unis : souffrances et guérison pour les protecteurs de l'eau autochtones

Par Ariana Alvarez, Loretto en stage à l'ONU et membre du Groupe de travail d'ONG sur l'industrie minière

Quand on pense aux zones de guerres, on a tendance à se dire qu'elles sont loin de nous. Ayant grandi dans la région de la Baie de Californie, je pensais n'avoir probablement jamais à entrer dans une zone de guerre dans ma vie. Pourtant, on pourrait dire que je l'ai fait en novembre 2016. Lorsque je suis arrivée à Standing Rock dans le Dakota du Nord, alors que j'étais dans le camp Oceti Sakowin, une

jeune homme m'a dit : « Vous entrez dans une zone de guerre, mais ne vous inquiétez pas, nous ne sommes pas ceux qui portent les armes ». Il s'appelait Dakota et son commentaire me bouleversa. Comment est-ce possible qu'aux États-Unis, des personnes autochtones – qui appartenaient à cette terre en premiers – puissent se sentir attaquées au point d'utiliser du langage de guerre ? Cela paraît impossible, n'est-ce pas ? Pourtant, ce qui est le plus choquant est le fait que cette guerre n'est pas nouvelle : elle affecte nos peuples autochtones depuis des siècles. Et d'une manière ou d'une autre, nous y jouons tous un rôle.



Les récits que l'on peut entendre à Standing Rock sont des histoires de triomphe, d'unité, de spiritualité, de résistance, mais aussi de souffrances. Pendant mon séjour à Oceti Sakowin (photo ci-dessous, source: Matika Wilbur pour Indian Country Today), j'ai vu des policiers arroser des protecteurs de l'eau avec des lances à incendie pendant un cercle de prière que nous tenions à Turtle Island (un cimetière sacré) le jour de Thanksgiving. Mais ce n'était qu'un petit aperçu de la série d'attaques dont les protecteurs de l'eau ont été victimes pendant la durée de l'occupation de ce camp.



Lorsqu'ils parlent du mouvement de Standing Rock, la plupart des médias ne mentionnent pas assez le fait que la spiritualité est au cœur de toutes ces actions. Une prière avait lieu chaque matin et se poursuivait pendant la journée, une prière pour notre eau, notre Terre nourricière, les sept générations à venir et bien plus encore. Ces prières portaient sur l'eau de tous, même l'eau des personnes qui perpétuaient tant de douleur et de souffrance sur les protecteurs de l'eau. Cela reflète parfaitement le caractère altruiste de ce mouvement.

En raison des souffrances vécues par de nombreux protecteurs de l'eau et qu'ils portent encore en eux, une magnifique démonstration de soutien et de solidarité a été conceptualisée sous la forme du Earth Mother Community Education Camp dans l'Iowa... Ce camp se qualifie de « groupe de réflexion » progressiste, avec en son cœur des pratiques et racines autochtones. Avec une infrastructure et des technologies respectueuses de l'environnement, le camp mettra notamment en œuvre des pratiques agricoles autochtones, afin de promouvoir une communauté auto-suffisante. Il fournira des ressources et des opportunités de développement personnel et professionnel par l'intermédiaire d'une communauté d'enseignants autochtones, d'experts en communauté et d'éducateurs universitaires. Le camp vise à porter la dynamique de Standing Rock, mais aussi à favoriser la guérison à travers la communauté. Il comprendra des sueries et d'autres installations autochtones pour la guérison et la croissance de la spiritualité. Cela est fondamental pour la guérison de toutes les personnes qui protègent notre eau, en particulier les peuples autochtones. Il est essentiel que nous soutenions les initiatives qui soutiennent leur bien-être, car cela fait beaucoup trop longtemps que ces personnes souffrent pour défendre notre confort.

La lauréate du prix Femme de courage 2016 d'UI parle à UNANIMA du rôle des ONG dans la crise mondiale de l'eau



Lors de sa récente réunion, le conseil d'UNANIMA a été rejoint par Meera Karunanathan (à gauche sur cette photo avec Jean Quinn) pour la présentation officielle du prix Femme de courage 2016. En plus d'exprimer sa gratitude pour l'honneur d'avoir été reconnue par un groupe de femmes aux fortes convictions, Meera a gracié le groupe d'une présentation de son travail en tant que défenseuse du droit humain à l'eau. Meera a indiqué que sa passion pour la défense de l'eau est née lorsqu'elle a entendu parler de la Guerre de l'eau de Cochabamba et pensé qu'il était outrageux que quelque chose d'aussi précieux que l'eau pouvait être réduit à l'état de marchandise. C'est alors qu'elle a commencé à travailler pour le projet Planète bleue (Blue Planet Project - BPP) du Conseil des Canadiens aux côtés de Maude Barlow, qui est connue pour avoir convaincu l'ONU de nommer l'eau un droit humain en 2010.

Aux Nations Unies, lorsque le Groupe de travail d'ONG sur l'industrie minière (MWG), dont UNANIMA est membre, eut besoin de soutien dans ses efforts de défense du droit humain à l'eau au sein du texte des Objectifs de développement durable, Maude recommanda au groupe de faire appel à Meera. Meera hésita à entrer dans le monde bureaucratique de l'ONU, mais elle fut rapidement mise à l'aise par l'intégrité et la

volonté du MWG de présenter des analyses critiques et de ne faire aucun compromis dans ses exigences auprès du système de l'ONU. Ensemble, Meera et le MWG parvinrent avec efficacité à porter le thème de l'eau au centre d'une conversation dans laquelle il n'existait pas jusque là et à obtenir une référence au « droit humain à l'eau et l'assainissement » dans l'Agenda 2030 de l'ONU.

En plus de partager son histoire, Meera a fourni au groupe une mise à jour sur l'état actuel de la crise mondiale de l'eau. Elle a expliqué qu'à ce moment de l'histoire, la pénurie en eau est de plus en plus reconnue comme notre plus grande crise humanitaire émergente. Les politiciens font face à cette crise en se concentrant sur les failles de la science et de la technologie, les groupes activistes tels que le BPP la considère comme un problème politique et le résultat de mauvaises décisions, et les entreprises la voient comme une menace au modèle de croissance perpétuelle dont elles dépendent en tant que point d'entrée critique pour l'expansion de leur influence au sein des gouvernements. Plusieurs entreprises portant la plus lourde responsabilité pour la privatisation de l'eau à l'échelle mondiale (Coca Cola, Dow Chemical, Nestlé, etc.) ont créé un consortium appelé le Water Resources Group 2030, qui œuvre par l'intermédiaire de la Banque mondiale à la défense de partenariats public-privé (PPP) qui renforceraient la possession corporative des ressources en eau, rédigeant des politiques relatives à l'eau qui basent la valeur de l'eau sur sa rentabilité plutôt que sur sa valeur intrinsèque, et proposant ses politiques aux États à faibles revenus qui cherchent désespérément à recevoir les investissements financiers que ces entreprises peuvent offrir.

Meera a affirmé qu'à l'avenir, il restera essentiel que les groupes comme UNANIMA et les autres membres du MWG portent un regard toujours vigilant sur cette cooptation à grande échelle des ressources en eau au sein de l'ONU. Le BPP mène également une réponse au niveau local par le biais du projet Communautés bleues (<http://bit.ly/2pmTsmG>), qui contourne les difficultés liées à la reconnaissance de l'eau en tant que droit humain par les gouvernements nationaux, tout en s'appuyant sur le fait que les gouvernements locaux sont véritablement responsables de la gestion de l'eau et de l'assainissement. Les organisateurs de ce projet travaillent avec des communautés individuelles afin de convaincre leurs gouvernements locaux de

s'engager à reconnaître l'eau comme un droit humain, à promouvoir des services d'eau et d'eaux usées publiquement financés, détenus et exploités, et à interdire la vente d'eau en bouteille dans les installations publiques et lors d'événements municipaux. Le projet a déjà réussi dans 20 localités à l'échelle mondiale et suscité la création d'un « Mouvement d'églises bleues » parallèle. Meera a conclu sa présentation en encourageant les membres du réseau UNANIMA à agir en tant qu'ambassadeurs de ce projet du BPP au sein de leurs communautés respectives. Si vous souhaitez déployer ce projet au sein de votre localité, veuillez contacter UNANIMA (info@unanima-international.org) afin d'être mis en contact avec Meera.

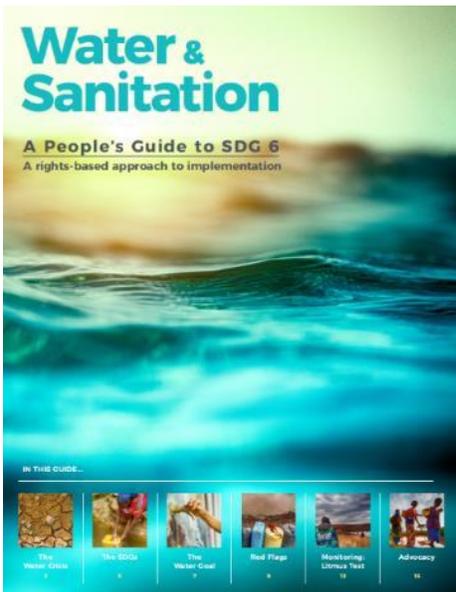
Un appel de l'ONU et une réponse des ONG sur les changements climatiques et la protection de l'eau



Le système de l'ONU n'a pas oublié d'accorder de l'importance à l'environnement malgré les nombreuses activités axées sur les femmes le mois dernier. Le 23 mars, le président de l'Assemblée générale a tenu un événement de haut niveau sur les changements climatiques dans l'Agenda pour le développement durable. Plusieurs gouvernements ont fait des déclarations sur les effets des changements climatiques dont sont déjà victimes leurs nations, ainsi que sur les mesures qu'ils prennent pour atténuer ces effets et s'y adapter. L'événement a débuté avec un appel du SG Guterres à l'intention de tous les gouvernements et citoyens à rejoindre l'effort mondial nécessaire pour préserver notre planète. Une vidéo de l'intégralité des commentaires de Guterres est disponible en anglais (<http://bit.ly/2nVKJRt>), en français (<http://bit.ly/2oj4O7g>) et en espagnol (<http://bit.ly/2o9FMFJ>).

Alors que le SG appelait à un engagement à la durabilité de la part des gouvernements du monde, les ONG étaient déjà à l'œuvre, répondant au cri pour la justice de la Terre. À l'occasion de la Journée mondiale de l'eau (le 22 mars), la Southeast Indigenous Peoples and Feminist Task Force a publié une déclaration

mettant en relief la corrélation entre l'exploitation des ressources en eau de la planète et l'exploitation de ses femmes, en particulier par le biais de violences orchestrées par les gouvernements à l'encontre de défenseuses de l'eau autochtones. Cette déclaration cite également la riche tradition de sagesse en matière de protection de l'eau des femmes autochtones en tant que ressource pour la protection climatique qui est trop rarement employée par les initiatives locales et nationales sur la conservation de l'eau. (Déclaration complète en anglais : <http://bit.ly/2ocu92u>)



Deux comités d'ONG dont UNANIMA est membre ont également publié de nouvelles ressources sur le droit à l'eau et la justice climatique le mois dernier. Le Groupe de travail d'ONG sur l'industrie minière (MWG) a publié **Water and Sanitation: A People's Guide to SDG 6**, qui offre aux défenseurs de l'eau communautaires un cadre juridique basé sur les droits sur lequel bâtir leurs efforts d'organisation. Ce guide dédié au droit à l'eau s'appuie sur l'expertise d'avocats défenseurs des droits humains ainsi que sur celle de la Femme de courage 2017 d'UNANIMA, Meera Karunanathan (voir l'article ci-dessus). Le guide complet est disponible en ligne: <http://bit.ly/2nyEupZ>.



Climate-Induced Displacement



How our changing climate is forcibly displacing millions from their homes and what we can do about it

Le Comité des ONG sur les migrations vient également de publier une brochure qui fournit une introduction sur les déplacements imputables au climat, le phénomène des changements et catastrophes climatiques rendant les habitats humains invivables et les obligeant à migrer pour survivre. En plus de décrire l'ampleur de ce problème, cette brochure offre des recommandations pratiques à la fois pour les gouvernements et pour les individus qui souhaitent réduire leurs contributions à ce problème. Le personnel d'UI a joué un rôle central de la création de cette ressource, qui sera distribuée directement à chacun des vingt gouvernements que le comité espère rencontrer au cours des mois à venir. Cette brochure est disponible ici : <http://bit.ly/2oTtSj8>.

Ces deux documents ne sont actuellement disponibles qu'en anglais, mais le MWG et le Comité sur les migrations espèrent les traduire lorsqu'ils en auront les moyens financiers. Veuillez les partager largement avec vos réseaux !

Réunion du conseil d'UNANIMA

Vos fidèles représentantes au sein du conseil d'UNANIMA International se sont réunies à New York pendant trois jours au début du mois de mars. Le groupe a réalisé un examen de notre travail au cours des dix derniers mois, ainsi que de notre future trajectoire.



Photo de gauche à droite, devant : Nonata Bezerra (SND), Karol Brewer (MSC), Ces Martin (NDS), Maureen Foltz (CV), Mary Akinwale (SHJC), Josée Therrien (RJM), derrière : Barbara Spears (SNJM), Suzette Clark (RSC), Lucille Goulet (SSA), Stacy Hanrahan (CND), Fran Gorsuch (CBS), Anne McCabe (SM), Jean Quinn (DW), Ellen Sinclair (SDS), Margaret Fyfe (CSB), Barbara Jean Head (OSU), Judy Curley (SASV), Mary Jean Audette (SUSC), Sally Ann Brickner, OSF (CSA), Mary Kaye Nealen (SP)

Flash d'information :



- La famille UNANIMA envoie des pensées et prières de solidarité aux Sœurs du Divin-Sauveur et aux membres de leur communauté en République

démocratique du Congo qui ont récemment perdu leur foyer dans le cadre du conflit grandissant en RDC. Nos cœurs sont avec vous en cette période difficile.

- L'hostilité à l'égard des anglophones au Cameroun a provoqué une grève qui empêche les enfants anglophones d'aller à l'école depuis près de deux mois. Cette grève est une réponse à la répression de la langue anglaise dans les médias, sur Internet et dans d'autres forums publiques et politiques. Cathy Molloy (**CND**) qui a servi à Kumbo, au Cameroun, pendant 30 ans, a participé à une récente manifestation contre cette discrimination des anglophones devant le siège de l'ONU et a été chaleureusement accueillie par les Camerounais menant l'action. Pour tout complément d'information sur les tensions entre anglophones et francophones de la part des sœurs sur le terrain au Cameroun, veuillez contacter Stacy Hanrahan, CND (stacyhcn@gmail.com).



- **Catholic Relief Services** prévoit de renforcer son travail en matière de protection de l'enfance à Haïti et nous a demandé de l'aide afin de recueillir des données, première étape de la conception d'un programme. Par le biais d'une enquête en ligne, CRS espère améliorer sa compréhension sur ce que les catholiques aux États-Unis font actuellement concernant la santé et le bien-être des enfants à Haïti. **Les sœurs aux États-Unis menant des actions visant à soutenir des communautés haïtiennes** sont invitées à aider CRS

en répondant à cette enquête en ligne de 15 minutes ici :
<http://svy.mk/2oQqCrP>. (Photo : CRS)



- **Evangelizing for a more Vibrant, Alert and Aware Church (E-VAAC)** a rendu disponibles trois ressources qui pourraient s'avérer utiles dans le cadre de la planification stratégique de congrégations religieuses avec des communautés en Inde. Ces ressources ont été partagées avec nous par une Sœur de la Charité à l'ONU et sont disponibles ici :

- *Appreciating the Bursar Situation* <http://bit.ly/2nWmlz8>
- *Building Credibility: Narrowing the Say-Do Gap* <http://bit.ly/2oQcMFK>
- *Study on Catholic Families in West Bengal and Sikkim*

<http://bit.ly/2ocuBhb>

(Photo:

AsiaNews)

- **The Samaritan Women** organise une conférence au Bon Secours Conference Center à Marriottsville (Maryland, États-Unis) du 11 au 13 mai 2017 pour les religieuses qui travaillent avec des survivants de la traite des personnes à l'intérieur du pays. Des bourses sont disponibles. Des détails supplémentaires sont disponibles ici : <http://bit.ly/2nrrDGV>



Un mot d'inspiration de la part de Maureen Foltz, **CCV** et membre du conseil d'UI :
« Si les femmes (jeunes et moins jeunes) en Syrie peuvent persister, alors nous le pouvons aussi ! »

(Photo : Amnesty International)

Rejoignez la communauté!



[Facebook](#)



[Twitter](#)



[Website](#)